

## NEWSLETTER 3-2011

**aux membres du comité de la FSV ainsi qu'à tous les membres des sections / an die  
 Vorstandsmitglieder und an alle Sektionsmitglieder**

<b>Table des matières / Inhaltsverzeichnis</b>	<b>Page</b>
1. Interprofession de la vigne et des vins suisses (IVVS) / <i>Branchenverband Schweizer Reben und Weine (BSRW)</i> .....	1
2. Politique agricole 2014-2017 / <i>Agrarpolitik 2014-2017</i> .....	2
3. Taxe d'incitation sur les boissons alcoolisées / <i>Lenkungsabgabe auf alkoholische Getränke</i> .....	5
4. Groupe parlementaire vitivinicole / <i>Parlamentarische Gruppe Weinbau</i> .....	7
5. Article "La Suisse utilise un herbicide interdit" / <i>Artikel "Die Schweiz verwendet ein verbotenes Herbizid"</i> .....	8
6. Formation professionnelle / <i>Berufsbildung</i> .....	9
Commission de la formation professionnelle / <i>Berufsbildungskommission</i> .....	9
Formation professionnelle supérieure : de gros changements en perspective / <i>Höhere Berufsbildung: grosse Veränderungen stehen bevor</i> .....	9

### **1. Interprofession de la vigne et des vins suisses (IVVS) / Branchenverband Schweizer Reben und Weine (BSRW)**

Lors de sa séance du 25 mai 2011, le Conseil fédéral a modifié l'Ordonnance sur l'extension des mesures d'entraide des interprofessions et des organisations de producteurs (Ordonnance sur les interprofessions et les organisations de producteurs). Dans l'annexe 2 de cette ordonnance, une nouvelle lettre I a été introduite. Celle-ci rend obligatoire le versement à l'IVVS d'une contribution à la promotion des vins suisses pour l'année 2011. Par l'extension de la force obligatoire, les non-membres sont également astreints au paiement de la contribution.

Le 17 juin 2011 a eu lieu l'assemblée des délégués de l'IVVS. A cette occasion, il a été décidé de demander la force obligatoire pour 2012, 2013 et 2014. Le Valais s'est toutefois abstenu pour une question "technique". En effet, un problème de perception des contributions subsiste encore. Une confirmation de l'IVV est attendue pour le 10 septembre.

*Anlässlich seiner Sitzung vom 25. Mai 2011 hat der Bundesrat die Verordnung über die Ausdehnung der Selbsthilfemassnahmen von Branchen- und Produzentenorganisationen (Verordnung über die Branchen- und Produzentenorganisationen) angepasst. Im Anhang 2 zu dieser Verordnung wurde ein neuer Buchstabe I eingeführt. Dieser hält fest, dass die Werbebei-*

*träge an den BSRW für das Jahr 2011 obligatorisch sind. Durch die Ausdehnung der Selbsthilfemassnahmen sind auch die Nicht-Mitglieder zur Zahlung verpflichtet.*

*Am 17. Juni 2011 fand die Delegiertenversammlung des BSRW statt. Es wurde beschlossen, die Ausdehnung der Selbsthilfemassnahmen auf Nicht-Mitglieder für die Jahre 2012, 2013 und 2014 zu beantragen. Das Wallis hat sich jedoch aufgrund einer „technischen“ Frage der Stimme enthalten. Es besteht noch immer ein Problem mit dem Erheben der Beiträge. Vom IVV wird bis zum 10. September eine Bestätigung erwartet.*

## **2. Politique agricole 2014-2017 / Agrarpolitik 2014-2017**

Le 5 juillet 2011, la FSV a adressé à l'Office fédéral de l'agriculture sa prise de position concernant la politique agricole 2014-2017. En voici le résumé :

"La Fédération suisse des vignerons (FSV) prend position sur la Politique agricole 2014-2017 en regrettant que les mesures proposées par le Conseil fédéral ne se concentrent pas sur les réels défis que l'agriculture et la viticulture auront à relever dans les années à venir. En effet, c'est bien au niveau du marché que se jouera l'avenir du secteur primaire et non via une nouvelle redistribution des paiements directs sur des bases très écologiques, ceci pour satisfaire à une majorité parlementaire de circonstance ayant souhaité une remise en question des paiements directs généraux.

En effet, quand bien même le projet d'Accord de libre-échange agricole entre la Suisse et l'Union européenne dans le secteur agroalimentaire (ALEA) est au point mort, les pressions à l'importation restent extrêmement fortes, notamment au niveau des produits que sont par exemple les fromages et les vins. Par ailleurs, la faiblesse de l'Euro mais aussi du Dollar, les marges déjà extrêmement modestes des partenaires sur ces filières provoquent des pertes de parts de marché à l'intérieur comme à l'export. Le principe du Cassis de Dijon, dont nous contestons la pertinence, rend par ailleurs la vie des producteurs suisses particulièrement difficile. Comment leur donner confiance dans un carcan administratif suisse exigeant lorsque les produits importés de l'UE peuvent rentrer sans respect aucun de notre législation ? La schizophrénie économique et législative liée à ce principe est simplement insupportable pour les entreprises attachées à une production de qualité sur notre territoire. Dès lors, nous demandons d'exclure les denrées alimentaires du champ d'application du Cassis de Dijon.

Nous vous avons déjà fait part de nos doutes quant à la nécessité de revoir le système des paiements directs. Nous ne contestons toutefois pas complètement la nouvelle nomenclature. Par contre, nous nous opposons clairement aux contributions à l'adaptation qui n'auront que guère d'impact sur la mobilité des terres. Elles restent de plus extrêmement discutables quant à leur accaparement par les exploitants sortants, puisque sans transmission possible à la nouvelle génération. Nous pensons que les paiements directs rémunèrent une prestation d'intérêt général sans lien absolu à l'exploitant. Par extension, nous refusons de manière volontaire l'idée de supprimer les paiements directs des terres en zones à bâtir. En viticulture, ces terres représentent des surfaces particulièrement importantes, exploitées aujourd'hui en PER. Ces parcelles cultivées contribuent à la beauté d'un territoire entretenu et continuent de fournir des raisins de bonne qualité. La prestation d'intérêt général mérite ainsi le versement de paiements directs. A long terme, il n'est par ailleurs pas acquis que les vignobles en zone à bâtir subissent l'urbanisation, notamment vu les objectifs de la révision actuelle de la loi sur l'aménagement du territoire.

Au chapitre des paiements directs toujours, nous saluons votre volonté de reconduire l'enveloppe financière globale pour le moins à son niveau actuel. Nous sommes aussi satisfaits du maintien des contributions à la pente pour les vignobles, mais réitérons notre requête pour une révision des catégories de primes. Nous proposons en particulier l'introduction de primes pour les banquettes et l'entrée dans le système à partir de 18 % de pente, ceci à

l'instar du reste de l'agriculture. Pour ce qui est des UMOS, nous plaçons pour le maintien du statu quo à 0.25 UMOS, afin que nos vigneron·nes, même modestes, puissent bénéficier du soutien fédéral lorsqu'ils répondent aux exigences PER.

Afin de répondre aux besoins d'adaptation à un marché de plus en plus globalisé pour la viticulture suisse, nous vous proposons de modifier la loi fédérale sur l'agriculture selon les propositions suivantes :

- Renforcer les budgets de promotion des ventes, notamment en augmentant l'effet multiplicateur des fonds propres engagés par les filières (art. 12). Rappelons ici la force de pénétration des vins étrangers qui bénéficient de soutiens publics généreux.
- Permettre l'octroi de crédits d'investissement pour des mesures destinées à améliorer la production et l'adaptation au marché des cultures spéciales, ainsi que pour le renouvellement des cultures pérennes (art. 106).
- Autoriser la pratique du bio parcellaire dans les cultures spéciales, ceci permettant aux vigneron·nes d'expérimenter ce type de créneau sans prendre un risque global sur l'exploitation. Cette pratique est autorisée dans l'UE (art. 15).
- Poursuivre non seulement une "stratégie qualité", mais bien plus une "stratégie de valeur ajoutée" (art. 2).
- Renforcer le champ d'application des mesures d'entraide, en étendant leur portée à la définition de la qualité et à l'adaptation de l'offre aux exigences du marché (art. 8).
- Introduire des instruments pour lutter contre le dumping des prix (art. 8b).

En conclusion, nous attendons une amélioration marquée du projet vers plus d'ambition au niveau de la présence de l'agriculture et de la viticulture suisses sur les marchés tant indigènes que d'exportation. Vu le blocage de la négociation d'un ALEA, notre secteur doit saisir ce répit pour mieux se positionner à l'encontre de la concurrence internationale toujours plus forte vu les taux de change et l'entrée en vigueur malheureuse du principe du Cassis de Dijon.

La seule refonte du système des paiements directs n'est pas à considérer à proprement parler comme un acte de politique agricole, mais plus comme une nouvelle attribution, au surplus très technocratique, des fonds fédéraux ayant pour objectif une écologisation encore plus forte du secteur primaire.

Nous remercions d'ores et déjà le Conseil fédéral et son administration pour l'examen attentif de nos positions, dans l'espoir que des améliorations sensibles seront apportées dans le message du Conseil fédéral. "

La prise de position de la FSV peut être obtenue auprès du secrétariat (tél. 031 398 52 60 ; e-mail : office@fsv.ch).

*Am 5. Juli 2011 hat der SWBV dem Bundesamt für Landwirtschaft seine Stellungnahme betreffend die Agrarpolitik 2014-2017 eingereicht. Diese kann wie folgt zusammengefasst werden:*

*"Der Schweizerische Weinbauernverband (SWBV) hat die Agrarpolitik 2014-2017 studiert und bedauert, dass sich die vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen nicht auf die eigentlichen Herausforderungen, welche die Landwirtschaft und der Weinbau in den kommenden Jahren meistern müssen, konzentrieren. Die Zukunft des primären Sektors wird über den Markt bestimmt und nicht über eine Neuverteilung von Direktzahlungen. Daran ändern auch die sehr ökologischen Bestimmungen nichts, welche von einer aktuellen parlamentarischen Mehrheit in der Absicht, die allgemeinen Direktzahlungen in Frage zu stellen, festgelegt wurden.*

Selbst wenn es mit dem Projekt des Freihandelsabkommens im Agrar- und Lebensmittelbereich (FHAL) zwischen der Schweiz und der EU nicht vorwärts geht, so bleibt der Druck bei den Importen extrem gross, vor allem bei Produkten wie Käse oder Wein. Hinzukommt, dass durch den schwachen Euro, und auch den schwachen Dollar, sowie durch die bereits sehr knappen Margen der Branchenpartner die Verluste im einheimischen Markt und beim Export ansteigen. Das Cassis-de-Dijon-Prinzip, dessen Bedeutung wir anzweifeln, macht den Schweizer Produzenten das Leben zudem besonders schwer. Wie sollen sie dem aufgeblähten und anforderungsreichen Verwaltungsapparat der Schweiz vertrauen, wenn die aus der EU importierten Produkte keine Rücksicht auf unsere Gesetzgebung nehmen müssen? Die damit verbundene Schizophrenie in Markt und Gesetz ist für produzierende Betriebe, welche sich in unserem Land für Qualitätsprodukte einsetzen, unerträglich. Aus diesem Grund fordern wir, dass die Lebensmittel aus dem Anwendungsbereich des Cassis-de-Dijon ausgeklammert werden.

Wir haben bereits früher erklärt, dass wir die Erneuerung des Systems der Direktzahlungen nicht als zwingend notwendig erachten, dass wir uns jedoch nicht grundsätzlich gegen die neue Systematik stellen. Hingegen sind wir klar gegen die Anpassungsbeiträge, welche sich kaum auf die Flächenmobilität auswirken werden. Ihr Nutzen ist zudem aufgrund der Hortung durch aufgebende Betriebe äusserst zweifelhaft, denn sie können so nicht an die nachfolgende Generation weitergegeben werden. Wir sind der Meinung, dass mit den Direktzahlungen eine Leistung im öffentlichen Interesse vergütet wird, die nicht absolut an den Bewirtschafter gebunden ist. Im Weiteren lehnen wir die Idee, Direktzahlungen für Bauland abzuschaffen, entschieden ab. Im Rebbaubereich gibt es zurzeit viele solche Flächen, die nach den Regeln des ÖLN bewirtschaftet werden. Diese bewirtschafteten Parzellen tragen zur Schönheit einer Kulturlandschaft bei und liefern Trauben von guter Qualität. Diese Dienstleistung von öffentlichem Interesse verdient es daher, mit Direktzahlungen unterstützt zu werden. Zudem ist es nicht sicher, dass die Rebflächen in Bauzonen der Überbauung zum Opfer fallen werden, besonders, wenn man die Ziele der laufenden Teilrevision des Raumplanungsgesetzes berücksichtigt.

Ein Punkt der Direktzahlungen, den wir begrüßen, ist die Absicht, das gesamte Finanzvolumen mindestens auf dem jetzigen Stand zu halten. Wir nehmen auch mit Genugtuung zur Kenntnis, dass die Hangbeiträge für Reblagen beibehalten werden. Dennoch wiederholen wir unser Anliegen für eine Überarbeitung der Beitragskategorien. Insbesondere schlagen wir vor, dass auch Terrassenlagen ohne Trockensteinmauern beitragsberechtigt werden und dass Hanglagen ab einer Neigung von 18% berücksichtigt werden, so wie es in der übrigen Landwirtschaft üblich ist. Was die Anzahl der SAK angeht, so plädieren wir für die Beibehaltung von 0.25 SAK, so dass auch kleinere Rebbaubetriebe von der staatlichen Unterstützung profitieren können, wenn sie die ÖLN-Anforderungen erfüllen.

Damit der Schweizer Weinbau die Anforderungen einer wachsenden Globalisierung erfüllen kann, schlagen wir Ihnen folgende Anpassungen des Landwirtschaftsgesetzes vor:

- Erhöhung der Gelder für die Absatzförderung, insbesondere durch die Stärkung des multiplikativen Effekts der von den verschiedenen Zweigen eingesetzten Mittel (Art. 12). Erinnern wir uns in diesem Zusammenhang an die Omnipräsenz der ausländischen Weine, die von einer grosszügigen staatlichen Unterstützung profitieren.
- Erteilen von Investitionskrediten für Massnahmen, welche die Produktion von Spezialkulturen und deren Markttauglichkeit verbessern sollen, und für die Erneuerung von mehrjährigen Anlagen (Art. 106).
- Bewilligen von Bio-Parzellen innerhalb von Spezialkulturen, damit die Winzer erste Erfahrungen mit dieser Marktnische machen können, ohne ein Risiko für den gesamten Betrieb eingehen zu müssen. Diese Praxis ist innerhalb der EU erlaubt (Art. 15).

- Neben der "Qualitätsstrategie" soll auch eine "Mehrwertstrategie" verfolgt werden (Art. 2).
- Ausdehnung der Selbsthilfemassnahmen, indem ihr Anwendungsfeld auf die Qualitätsstandards und auf die Anpassung des Angebots an die Anforderungen des Marktes ausgeweitet wird (Art. 8).
- Einführen von Massnahmen für dem Kampf gegen das Preisdumping (Art. 8b).

Zusammenfassend erwarten wir deutliche Verbesserungen des Revisionsentwurfes in Richtung einer verstärkten Präsenz der Schweizer Landwirtschaft und des Schweizer Rebbaus im inländischen Markt und bei den Exporten. Angesichts der blockierten Verhandlungen der FHAL muss unser Sektor diese Verschnaufpause benützen, um sich gegenüber der internationalen Konkurrenz besser zu positionieren. Denn diese bleibt durch die aktuellen Devisenkurse und das leidige Inkrafttreten des Cassis-de-Dijon-Prinzips immer noch übermässig stark.

Die alleinige Überarbeitung des Systems der Direktzahlungen kann im engeren Sinn nicht als Aufgabe der Agrarpolitik angesehen werden. Vielmehr geht es dabei um eine Neuverteilung der Bundesgelder, die zudem sehr technokratisch anmutet und mit deren Hilfe eine noch stärkere Ökologisierung der Landwirtschaft angestrebt wird.

Wir bedanken uns schon heute beim Bundesrat und seiner Verwaltung für die aufmerksame Prüfung unserer Argumente und hoffen, dass die Botschaft des Bundesrates spürbare Verbesserungen enthalten wird."

Die Stellungnahme des SWBV kann beim Sekretariat (Tel. 031 398 52 60; E-Mail : [office@fsv.ch](mailto:office@fsv.ch)) angefordert werden.

### **3. Taxe d'incitation sur les boissons alcoolisées / Lenkungsabgabe auf alkoholische Getränke**

A fin mai 2011, nous avons appris que la Conseillère fédérale Widmer-Schlumpf comptait introduire une taxe d'incitation de 20 centimes par degré d'alcool sur toutes les boissons alcooliques. Cela correspondrait à quelque CHF 2.60 par litre de vin. Sous l'impulsion de Laurent Favre, président de l'Interprofession de la vigne et des vins suisses (IVVS), divers parlementaires (J.-R. Germanier, Ch. Darbellay, P.-A. Roux, A. Bugnon, L. Barthassat et G. Parmelin) sont directement intervenus auprès de membres du Conseil fédéral. Le projet a été retiré de l'ordre du jour de la séance du Conseil fédéral du 25 mai 2011.

En date du 14 juin 2011, Mme Widmer-Schlumpf a répondu à une question du Conseiller national Thomas Müller relative à cette taxe d'incitation. Les réponses données laissaient à penser que ce projet n'était pas définitivement enterré.

Cependant, dans un article paru dans la "NZZ am Sonntag" du 3 juillet 2011, la cheffe du Département fédéral des finances déclare ne pas vouloir introduire une taxe d'incitation sur les boissons alcooliques, car cela ne serait guère possible du point de vue constitutionnel. Il semblerait donc que cette question soit abandonnée pour un certain temps.

Enfin, le 9 juin 2011, une interpellation de groupe intitulée "Prélèvement d'une taxe d'incitation sur les boissons alcoolisées - un projet curieux" a été déposée par le biais du président de la FSV. Le texte de l'interpellation est le suivant :

"A en croire la presse, le Département fédéral des finances (DFF) envisagerait de frapper les boissons alcoolisées d'une taxe d'incitation. Ce qui soulève les interrogations suivantes :

1. S'agit-il là d'une stratégie portée par le Conseil fédéral dans son ensemble ou d'une simple proposition de la responsable du DFF ?

2. Le Conseil fédéral estime-t-il qu'il est conforme au principe de la proportionnalité que de frapper d'une taxe d'incitation toutes les boissons alcoolisées alors que l'objectif visé est uniquement de réduire la consommation excessive de certains jeunes ? A-t-il pris garde que l'immense majorité de la population suisse consomme de l'alcool sans que cette consommation pose le moindre problème, et que les jeunes qui s'adonnent à l'alcoolisation compulsive privilégient alcoolisés et spiritueux ? A-t-il l'intention de créer un nouvel impôt sous le couvert de la prévention ?
3. Le Conseil fédéral peut-il indiquer dans quelle mesure une taxe d'incitation renchérirait les différentes boissons alcoolisées, déjà grevées du reste d'un impôt sur la bière, d'un impôt sur les spiritueux et d'une taxe sur la valeur ajoutée ?
4. Le Conseil fédéral ne craint-il pas lui aussi de voir le renchérissement induit par cette taxe se traduire pour les viticulteurs suisses par la perte de parts de marché considérables au profit de la concurrence étrangère, d'autant qu'ils doivent déjà faire face à la fois à des coûts salariaux et de production élevés et à un franc suisse qui s'est fortement apprécié par rapport aussi bien à l'euro qu'au dollar ?
5. Eu égard à l'art. 131 Cst, le Conseil fédéral pense-t-il que le prélèvement d'une taxe d'incitation sur, notamment le vin, serait conforme à la Constitution ?
6. Eu égard au coût administratif élevé qui s'attacherait aux opérations de perception, d'encaissement et de remboursement, le Conseil fédéral considère-t-il vraiment qu'une taxe d'incitation constituerait un outil adéquat de prévention et de protection de la jeunesse ?"

*Ende Mai 2011 haben wir erfahren, dass Frau Bundesrätin Widmer-Schlumpf beabsichtigt, eine Lenkungsabgabe von 20 Rappen pro Volumenprozent für alle alkoholischen Getränke zu erheben. Dies entspricht in etwa CHF 2.60 pro Liter Wein. Auf Veranlassung von Herrn Laurent Favre, Präsident des Branchenverbandes Schweizer Reben und Weine (BSRW), haben sich verschiedene Parlamentarier (J.-R. Germanier, Ch. Darbellay, P.-A. Roux, A. Bugnon, L. Barthassat et G. Parmelin) direkt an die Bundesratsmitglieder gewandt. Das Geschäft wurde aus der Traktandenliste der Bundesratssitzung vom 25. Mai 2011 gestrichen.*

*Am 14. Juni 2011 antwortete Frau Widmer-Schlumpf auf die von Nationalrat Thomas Müller gestellte Frage zu dieser Lenkungsabgabe. Diese Antworten liessen vermuten, dass das Vorhaben noch nicht ganz beerdigt ist.*

*In einem Artikel der "NZZ am Sonntag" vom 3. Juli 2011 erklärt die Vorsteherin des Eidg. Finanzdepartementes jedoch, dass sie keine Lenkungsabgabe auf alkoholische Getränke einführen wolle, da dies verfassungsmässig kaum möglich sei. Es scheint also, als sei diese Frage für einige Zeit aufs Eis gelegt.*

*Am 9. Juni 2011, schliesslich, wurde durch den Präsidenten des SWBV unter der Bezeichnung "Fragwürdige Lenkungsabgabe auf alkoholische Getränke" eine Interpellation mit folgendem Text eingereicht:*

*"In den Medien war zu lesen, dass das EFD beabsichtigt, eine neue Lenkungsabgabe auf alkoholische Getränke einzuführen. In diesem Zusammenhang stellen sich die folgenden Fragen:*

1. *Handelt es sich dabei um eine Strategie des gesamten Bundesrates oder lediglich um einen Vorschlag der EFD-Vorsteherin?*
2. *Ist der Bundesrat der Auffassung, dass eine Lenkungsabgabe auf sämtliche alkoholische Produkte zum Zweck der Einschränkung des exzessiven Konsums gewisser Jugendlicher dem Gebot der Verhältnismässigkeit entspricht? Hat er in seinen Überlegungen mit einbezogen, dass die überwältigende Mehrheit der Schweizer Bevölkerung Alkohol in unproble-*

*matischem Ausmass konsumiert und dass sich der übermässige Konsum jugendlicher Rauschtrinker vor allem auf Alcopop und Spirituosen konzentriert? Verfolgt der Bundesrat die Absicht, über die Hintertür der Prävention eine neue Steuer einzuführen?*

3. *Kann er Angaben dazu machen, in welchem Ausmass sich die einzelnen alkoholischen Produkte, welche heute bereits durch Spirituosensteuer, Biersteuer und Mehrwertsteuer belastet sind, mit einer Lenkungsabgabe effektiv verteuert werden?*
4. *Teilt er unsere Befürchtung, dass die Schweizer Weinproduzenten aufgrund dieser Verteuerung in substantiellem Ausmass Marktanteile an die ausländische Konkurrenz verlieren würden, insbesondere, da sie heute bereits mit Lohn- und Produktionskosten und dem gegenüber Euro und Dollar starken Franken konfrontiert sind?*
5. *Wie beurteilt er die Verfassungsmässigkeit einer Lenkungsabgabe namentlich auf Wein, unter Berücksichtigung von Artikel 131 der Bundesverfassung?*
6. *Erachtet er eine Lenkungsabgabe angesichts der hohen Bürokratiekosten für Erhebung und Inkasso sowie Rückvergütung der eingezogenen Beiträge als geeignetes Mittel für Prävention und Jugendschutz?“*

#### **4. Groupe parlementaire vitivinicole / Parlamentarische Gruppe Weinbau**

Le 14 juin 2011 a eu lieu la rencontre du groupe parlementaire vitivinicole ensemble avec le groupe parlementaire du goût. Le programme de la soirée a été le suivant :

- Souhails de bienvenue par M. Jean-René Germanier, Président du Conseil national
- Présentation de l'Ecole d'ingénieurs en vitiviniculture et en œnologie de Changins par son directeur, M. Conrad Briguet
- Brève évocation du projet Swissness et de la nouvelle campagne de promotion des vins suisses, par M. Laurent Favre, président du groupe parlementaire vitivinicole
- Message de M. Josef Zisyadis, co-président du groupe parlementaire du goût
- Apéritif dînatoire avec un large et noble échantillon de la diversité des vins suisses et des produits AOC-IGP indigènes.

Cette manifestation peut être qualifiée de franc succès. En effet, entre 120 et 150 parlementaires sont venus à la Galerie des Alpes pour déguster l'apéritif dînatoire offert par l'Association suisse des AOC-IGP et les vins mis généreusement à disposition par la FSV et ses membres, ainsi que par l'Ecole de Changins.

*Am 14. Juni 2011 fand das Treffen der Parlamentarischen Gruppe Weinbau mit der Parlamentarischen Gruppe des Goût statt. Der Abend verlief folgendermassen :*

- *Begrüssung durch Herrn Jean-René Germanier, Nationalratspräsident*
- *Präsentation der Hochschule für Weinbau und Weinbereitung Changins durch ihren Direktor, Herrn Conrad Briguet*
- *Kurze Anknüpfung an das Swissness-Projekt und Präsentation der neuen Werbekampagne für Schweizer Wein, durch Herrn Laurent Favre, Präsident der Parlamentarischen Gruppe Weinbau*
- *Botschaft von Herrn Josef Zisyadis, Co-Präsident der Parlamentarischen Gruppe des Goût*

- *Aperitif riche mit einer grossen Auswahl an edlen Schweizer Weinen und einem reichhaltigen Buffet mit AOC-IGP Produkten.*

*Dieser Anlass war eindeutig ein Erfolg. Zwischen 120 und 150 Parlamentarier sind der Einladung in die Galerie des Alpes gefolgt und haben die von der Schweizer Vereinigung der AOC-IGP offerierten Produkte und die vom SWBV und seinen Mitgliedern sowie von der Hochschule Changins grosszügigerweise zur Verfügung gestellten Weine genossen.*

## **5. Article „La Suisse utilise un herbicide interdit“ / Artikel „Die Schweiz verwendet ein verbotenes Herbizid“**

L'article précité a paru dans "Le Matin" du 1<sup>er</sup> mai 2011. Il y était fait mention du Diuron, herbicide prohibé dans la plupart des pays européens, mais pas en Suisse. Une lettre signée par le président de la FSV et le président de Vitiswiss a été adressée à la rédaction du journal en réaction à cet article. Le contenu du courrier est le suivant :

*"Par ces quelques lignes, nous souhaitons réagir à l'article de Mme Marie Maurisse intitulé "La Suisse utilise un herbicide interdit" paru le 1<sup>er</sup> mai dernier. En effet, le titre de l'article est indéniablement accrocheur et malveillant. Il laisse supposer que les vigneronnes suisses sont dans l'illégalité. Ceci n'est évidemment pas le cas, étant donné que le Diuron est autorisé à la vente dans notre pays par les instances responsables de l'homologation en Suisse.*

*Nous tenons à souligner les progrès importants réalisés ces dernières années par la viticulture suisse en matière d'enherbement des vignes, et cela même dans des conditions aussi difficiles que celles du Valais. Des essais en cours et des parcelles en place avec de l'orge des rats, du brome des toits, des piloselles et autres espèces sont là pour le démontrer. Il serait judicieux qu'un journaliste vienne visiter ce type de parcelles avant d'incriminer toute une profession qui fait de gros efforts pour limiter au maximum l'emploi des herbicides. Enfin, il y a bien des matières actives (herbicides et insecticides) qui sont autorisées en Europe, alors qu'elles sont interdites d'utilisation en Suisse."*

*Am 1. Mai 2011 erschien in der Westschweizer Zeitung "Le Matin" ein Artikel mit dem Titel „Die Schweiz verwendet ein verbotenes Herbizid“. Darin wird das Herbizid Diuron erwähnt, welches in den meisten europäischen Ländern verboten ist, in der Schweiz jedoch nicht. Der Präsident des SWBV und der Präsident von Vitiswiss haben sich darauf in einem Schreiben an die Zeitungsredaktion gewandt. Der Brief lautete folgendermassen:*

*"Mit diesen Zeilen möchten wir auf den Artikel von Frau Marie Maurisse reagieren, welcher am 1. Mai dieses Jahres unter dem Titel „La Suisse utilise un herbicide interdit" (Die Schweiz verwendet ein verbotenes Herbizid) erschienen ist. Der Titel dieses Artikels ist eindeutig reissend und boshaft. Er lässt darauf schliessen, dass sich die Schweizer Winzer im Bereich der Illegalität bewegen. Dies ist jedoch klar nicht der Fall, denn das Mittel Diuron ist in unserem Land durch die zulassende Dienststelle zum Verkauf zugelassen.*

*Uns ist es ein Anliegen auf die grossen Fortschritte hinzuweisen, welche der Schweizer Weinbau in den letzten Jahren in Bezug auf die Begrünung der Rebberge gemacht hat, und dies auch unter schwierigen Bedingungen, wie sie z.B. im Wallis vorkommen. Von diesen Anstrengungen zeugen laufende Versuche und Parzellen, in denen mit Mäuse-Gerste, Dach-Trespe, Habichtskraut oder anderen Pflanzenarten experimentiert wird. Es wäre sinnvoll, wenn ein Journalist solche Betriebe besuchen würde, bevor eine Berufsgattung angeschwärzt wird, die grosse Anstrengungen unternimmt, um die erlaubten Grenzen für den Einsatz von Herbiziden so weit wie möglich zu senken. Zudem gibt es einige Wirkstoffe (Herbizide und Insektizide), welche in Europa zwar erlaubt sind, nicht aber in der Schweiz."*



## 6. Formation professionnelle / *Berufsbildung*

### **Commission de la formation professionnelle / *Berufsbildungskommission***

C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de Monsieur Didier Gaille, président de la commission de la formation professionnelle viticole. Nous le savions gravement atteint dans sa santé, mais nous avons toujours l'espoir de le revoir bientôt parmi nous. Didier Gaille a présidé durant quelques années de main de maître la commission de la formation professionnelle. Ses compétences, son sens du compromis, son humour mais aussi sa grande gentillesse étaient appréciés de tous et vont nous manquer. A la famille de Didier, nous présentons notre plus vive sympathie et l'assurons que son souvenir restera gravé dans nos mémoires.

*Mit grosser Trauer haben wir vom Tod von Herrn Didier Gaille, Präsident der Berufsbildungskommission im Reb- und Weinbau, erfahren. Wir wussten, dass er schwer krank war, hofften jedoch, ihn bald wieder unter uns zu haben. Didier Gaille hat die Berufsbildungskommission während mehrerer Jahre mit grossem Können präsiert. Sein Wissen, seine Kompromissbereitschaft, sein Humor, aber auch seine grosse Güte wurden sehr geschätzt, und er wird uns allen sehr fehlen. Der Familie von Didier sprechen wir unser grosses Mitgefühl aus und versichern ihr, dass wir ihn in bester Erinnerung behalten werden.*

### **Formation professionnelle supérieure : de gros changements en perspective / *Höhere Berufsbildung : grosse Veränderungen stehen bevor***

Après la réforme du CFC, la formation professionnelle supérieure est à son tour en chantier et ceci sur deux points. Il s'agit tout d'abord d'adapter le système brevet-maîtrise à la nouvelle réalité des CFC. Ainsi, un règlement unique pour l'ensemble de la Suisse et l'ensemble des professions d'AgriAliForm est en cours d'élaboration.

Les grands principes sont cependant d'ores et déjà posés. L'obtention du brevet certifiera les connaissances permettant la gestion opérationnelle de branches d'exploitation, alors que la maîtrise certifiera la gestion stratégique de l'exploitation. Les deux niveaux auront une partie "gestion" qui sera commune aux sept professions d'AgriAliForm, ainsi qu'une partie technique spécifique à la viticulture. Le nouveau système entrera normalement en vigueur en 2013 et les anciens règlements seront progressivement abandonnés.

Parallèlement à ceci et suite à la table ronde du 1er septembre 2010 à Changins, la rédaction d'un plan d'étude cadre de viticulteur-encaveur ES a débuté. Un groupe de travail représentatif de l'ensemble des familles du monde vitivinicole ainsi que de toutes les régions linguistiques du pays a été mis en place et a commencé ses travaux. A nouveau, l'objectif est une reconnaissance du plan d'étude cadre d'ici la fin de l'année 2012.

De gros changements vont donc intervenir d'ici peu de temps dans la formation des chefs d'exploitations viticoles du pays. Le fait que ces deux processus se passent en même temps est cependant positif puisqu'il permettra de mieux différencier les deux offres et ainsi éviter qu'une future école supérieure et les nouveaux brevets-maîtrises ne se cannibalisent.

*Nach der Reform des EFZ, stehen auch der höheren Berufsbildung gewisse Änderungen bevor und zwar in zwei Punkten. Zuerst muss das System mit Berufsausweis und Meisterdiplom den neuen Gegebenheiten des EFZ angepasst werden. So wird zurzeit an einer für die ganze Schweiz und für alle Berufe der AgriAliForm gültigen einheitlichen Regelung gearbeitet.*

*Die grossen Weichen sind also heute schon gestellt. Das Erlangen des Berufsausweises bescheinigt die Kenntnisse, die es für die operationelle Führung des Betriebszweiges braucht. Das Meisterdiplom befähigt zusätzlich zur strategischen Führung eines Betriebes. Auf beiden*

*Stufen wird es einen Bereich "Führung" geben, der für alle sieben Berufe der AgriAliForm gleich sein wird, sowie einen auf den Weinbau abgestimmten technischen Bereich. Es ist vorgesehen, dass das neue System 2013 in Kraft tritt und die bisherigen Regelungen sukzessive abgelöst werden.*

*Parallel dazu, und als Folge des Runden Tisches vom 1. September 2010 in Changins, wurde die Arbeit an einem Rahmenlehrplan Winzer-Önologe HS begonnen. Eine repräsentative Arbeitsgruppe bestehend aus allen Familien der Weinbranche und aus allen Sprachregionen wurde zusammengestellt und konnte ihre Arbeit aufnehmen. Auch hier ist das Ziel, dass der Rahmenlehrplan bis Ende 2012 genehmigt sein wird.*

*In nächster Zeit stehen also grosse Veränderungen in der Ausbildung von Betriebsleitern der Schweizer Weinbaubetriebe bevor. Dass diese zwei Entwicklungen parallel zueinander stattfinden, ist positiv zu werten, denn die beiden Angebote können dadurch besser differenziert werden. Die Gefahr, dass sich eine zukünftige Hochschule und das neue System der Berufsausweise-Meisterdiplome gegenseitig konkurrenzieren, wird so vermieden.*

\* \* \* \* \*

FSV / CAP / 16.08.2011